



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Discours de Bruno Le Maire pour l'ouverture du Forum Paris Infraweek 2022

Lundi 3 octobre 2022

Bercy

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20



Monsieur le Président,
Cher Augustin de Romanet,
Monsieur l'Ambassadeur,
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de participer à cette 6^{ème} édition de l'InfraWeek consacrée à la transition énergétique et climatique. Inutile de vous dire que c'est un sujet majeur, chacun le sait ici, chacun en a pris conscience au moins au cours de cet été et cela fait partie des sujets de mobilisation totale de mon ministère, du Ministère de l'Économie et des Finances.

Nous devons changer de modèle économique pour aller vers un modèle décarboné, plus respectueux de l'environnement, plus respectueux du climat. Mais pour tout vous dire, une fois que nous avons dit ça, nous n'avons pas dit grand-chose parce que nous n'avons rien dit sur la méthode, rien dit sur le coût, rien dit sur le financement. Et je voudrais mettre en regard deux crises qui, de toute façon, se percutent et doivent vous amener, nous amener, à trouver des solutions.

D'un côté la crise climatique avec son lot d'incendies, de catastrophes naturelles, d'ouragan, de montée des mers, de déplacement de population, d'impact économique, d'impact social, d'impact géopolitique.

Et puis de l'autre, la crise qui nous occupe 7 jours sur 7 avec le président de la République, qui est la crise énergétique, la flambée des prix du gaz, la flambée des prix de l'électricité, et le risque de voir un certain nombre d'entreprises en Europe et en France baisser leur production, voire se mettre au chômage partiel, voire fermer leur porte, voire délocaliser.

Donc nous devons impérativement apporter à la fois de l'énergie à ces entreprises, et dans le même temps, décarboner l'économie. Nous devons avoir un modèle économiquement soutenable et du point de vue environnemental qui accomplit cette transition indispensable et c'est tout le défi que nous avons à mener. C'est trop facile de dire qu'on ne s'occupe que d'un défi et pas de l'autre. Si vous ne vous occupez que d'un défi et pas de l'autre, vous serez rattrapé par le premier ou par le second.

La première chose pour tenir ces deux fils ensemble, c'est d'abord de se fixer des objectifs qui soient clairs.



L'Europe l'a fait, je crois, avec beaucoup de force, 50 % de réduction des émissions en 2030 par rapport à 1990, c'est l'engagement *Fit For 55*, et neutralité carbone en 2050. Nous avons 4 millions de CO₂ en moins par an entre 2012 et 2017, 8 millions entre 2017 et 2021, 16 millions entre 2022 et 2030. Donc, il y a des chiffres, il y a un calendrier et il y a un engagement.

Du point de vue national, je pense que nous avons pris aussi toute la mesure du sujet. Et pris les mesures nécessaires pour tenir ces engagements chiffrés dont je viens de parler.

D'abord, nous nous sommes engagés pour produire plus d'électricité décarbonée en renforçant la filière nucléaire déjà unique au monde. Alors j'entends les critiques sur le passé, je préfère regarder l'avenir et les décisions qui ont été annoncées par le président de la République, c'est la première fois qu'un président de la République depuis plusieurs décennies prend l'engagement de construire 6 nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR 2 et de lancer des études sur la construction de 8 EPR 2 additionnels.

Nous avons également décidé d'accélérer le développement des énergies renouvelables, l'installation du premier site éolien offshore, le doublement de la capacité éolienne terrestre et la multiplication par 10 de la puissance installée d'énergie solaire d'ici 2028.

Au-delà de cette production, nous avons aussi pris des engagements pour décarboner nos industries. Et là aussi, le défi est considérable, parce qu'il faut à la fois réindustrialiser et décarboner les industries que nous installons. Il faut être compétitif pour que les sites industriels s'ouvrent en France avec les emplois, avec les technologies, avec la valeur ajoutée qui va avec et il faut dans le même temps consacrer des dizaines de milliards d'euros à la décarbonation de cette industrie qui, je le rappelle, représente près de 20 % des émissions françaises. Dans France 2030, je rappelle que nous allons consacrer près de 6 milliards d'euros à la décarbonation du mix énergétique. Le meilleur exemple, c'est celui d'ArcelorMittal et de ses hauts fourneaux de Dunkerque et de Fos-sur-Mer. Je recommande à chacun d'entre vous d'aller visiter ces installations parce que ça permet de prendre, au-delà des grands discours de salon, de prendre conscience physiquement, matériellement, de l'enjeu économique que cela représente, de décarboner des sites qui font des centaines d'hectares, qui représentent des installations absolument considérables, et donc, des coûts considérables derrière.



Nous avons également pris des mesures pour améliorer nos réseaux de transport. Je pense à ce qui a été fait sur les réseaux ferroviaire avec le développement du fret mais également le canal Seine-Nord Europe avec 5 milliards d'investissement qui reliera le bassin de La Seine au réseau fluvial du Nord de l'Europe.

L'Europe s'est également engagée aux côtés de la Nation française et des autres nations. Dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, un tiers des 1 800 milliards d'euros d'investissements du plan de relance Next Generation EU seront consacrés à la transition et à la décarbonation de l'économie.

Nous avons également la taxonomie verte, nous avons le *Global Gateway* qui se donne pour objectif de mobiliser 300 milliards d'euros pour financer de nouvelles infrastructures.

Nous avons donc des décisions et des engagements européens qui sont forts. Maintenant nous avons besoin et c'est pour ça que je vous remercie de votre présence ici de la mobilisation totale de l'écosystème financier.

Quand on regarde au niveau mondial, les besoins en nouvelles infrastructures qui permettront de réduire les émissions de carbone liées au transport ou à l'industrie sont estimés à 450 milliards d'euros par an au niveau mondial. Ce sont donc des sommes absolument considérables. Inutile de vous dire que ce ne sont pas les financeurs publics et les budgets des Etats qui vont assumer seuls ces coûts. Ils n'en ont ni les moyens ni l'opportunité à un moment où les tensions sur les marchés sont fortes, où les taux d'intérêt sont élevés et où l'endettement des Etats, je le rappelle a explosé en raison de la pandémie, de la crise du Covid et des mesures nécessaires contre l'inflation.

Donc, nous allons avoir besoin d'un nouveau partenariat beaucoup plus ambitieux entre les financeurs publics et les financeurs privés, entre les Etats et les investisseurs. Mais c'est la condition du succès de la lutte contre le réchauffement climatique.

Tout ne peut pas reposer sur la puissance publique, tout ne peut pas reposer uniquement sur les forces privées non plus, il faut que nous arrivions à bâtir un nouveau pacte entre les financeurs publics et les financeurs privés.



Nous avons un certain nombre d'initiatives qui ont été lancées en la matière, je voudrais en citer deux : les principes du G20 pour les investissements des infrastructures de qualité et je remercie l'ambassadeur indien de sa présence quand nos partenaires indiens ont pris la décision de poursuivre ce travail d'orientation stratégique et de remise à niveau. Je me rendrai à New Delhi dans quelques semaines pour en discuter avec nos partenaires indiens.

Nous avons également une autre initiative lancée par le Premier ministre Modi lors du sommet action climat de l'ONU en 2019. La *Coalition for Disaster Resilient Infrastructure* (CDRI), qui a été lancée en 2019 et qui vise à encourager la réalisation d'infrastructures résilientes aux catastrophes naturelles et aux aléas climatiques. Je voudrais saluer cette initiative du Premier ministre Modi. Nous avons eu l'occasion d'en parler avec le président de la République et le Premier ministre Modi lors de sa visite à Paris. Et je voudrais confirmer à l'ambassadeur notre intention de soutenir cette coalition.

La France, évidemment, souhaite se mettre au cœur de ces grandes transformations. D'abord pour le faire, il faut qu'elle reste attractive : attractive globalement et attractive plus particulièrement sur le financement des infrastructures.

Nous avons réussi grâce à vous, grâce à vous tous ici, à devenir un écosystème particulièrement riche et attractif pour le financement des infrastructures avec des banques, des sociétés de gestion et des cabinets de gestion spécialisés.

Nous avons également réuni de nouveaux acteurs, mobilisé davantage de fonds, tout ça avance dans la bonne direction. C'est dans cette perspective et sur la base de ces premiers résultats que le président de la République a soutenu l'initiative FAST-Infra lancée lors du *One Planet Summit*, qui avait organisé précisément le président de la République il y a quelques mois.

Qu'est-ce que c'est que FAST-Infra ? C'est d'abord un label qui va permettre de distinguer entre les infrastructures durables et celles qui ne le sont pas. Chacun sait qu'il existe partout dans le monde, en particulier dans les pays en développement, des besoins d'infrastructures qui sont considérables, j'ai donné le chiffre qui suscite parfois une convoitise économique considérable et où les marchés sont parfois gagnés par ceux qui offrent les solutions les plus rapides, les plus économiques et les moins favorables au climat.



Je pense qu'il était absolument indispensable pour la construction de ponts, de routes, d'aéroports, de tout type d'infrastructure, d'acheminement d'eau, de systèmes de dépollution, qu'il y ait un label de durabilité de ces infrastructures, sans quoi les marchés seront systématiquement gagnés par ceux qui proposent le coût le moins élevé, le prix le plus faible, sans aucune considération pour l'impact écologique de ces infrastructures.

Donc je crois profondément à ce label qui va permettre de valoriser des constructions selon les meilleurs standards environnementaux, sociaux de résilience et de gouvernance.

L'enjeu est économique. Il est aussi très politique parce que dans le fond, c'est la défense du modèle économique européen que nous voulons mettre en avant. Il s'agit d'expliquer que notre modèle qui fait attention aux coûts financiers d'une infrastructure, mais également aux coûts sociaux, aux coûts environnementaux, est le bon modèle et qu'il a vocation, donc, à servir de référence à travers la planète. Cette référence, elle doit être ouverte, c'est pour ça que Fast Infra sera aussi une plateforme digitale de collaboration qui accompagnera les acteurs des infrastructures durables, notamment dans les pays en développement dans la préparation, le financement et le déploiement de programmes à grande échelle. Il ne s'agit pas d'imposer, il s'agit de coopérer pour aboutir, au bout du compte, à une économie qui soit durable, dynamique, respectueuse de l'environnement.

C'est pour toutes ces raisons que je suis fier et heureux de vous annoncer que l'association Fast Infra a fait le choix de s'établir à Paris. Je pense que c'est une belle victoire française et une belle victoire pour le développement durable et notre volonté de défendre un modèle de développement économique plus durable. Nous soutiendrons évidemment l'association pour qu'elle bénéficie du dynamisme de notre écosystème.

Voilà les quelques éléments dont je voulais vous faire part ce matin, monsieur le Président, Cher Augustin, Monsieur l'Ambassadeur, en me réjouissant une fois encore de me rendre à Delhi dans quelques semaines. Je vous souhaite d'excellents travaux aujourd'hui. Faites preuve de volontarisme. Faites preuve d'audace. La planète en a besoin, la France également.

Merci à tous.